



EXÉCUTIF

Le Conseil des ministres présidé hier par le chef de l'Etat, Brice Clotaire Oligui Nguema, a été quasi exclusivement consacré à l'adoption du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'Etat pour la gestion de l'année 2021, soulignant le contexte particulier dans lequel ont été exécutés ces comptes.

Page 3

JUSTICE

A l'initiative de l'Unesco et du ministère de la Justice, un atelier portant sur le "Renforcement des capacités des magistrats gabonais sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes" – une profession cible de violences extrêmes – s'est ouvert hier à l'École nationale de la Magistrature (ENM).

Page 8

HOMMAGE

L'Union – qu'il a longtemps dirigé – la Sonapresse, son éditeur, et le GIE Ediprint en général rendent hommage à la mi-journée, à leur siège du 369, rue Germain Mba, à Albert Yangari, disparu le 18 novembre à l'âge de 80 ans. Un hommage auquel va s'associer l'ensemble de la presse nationale.

Pages 6 & 7

LE SOUTIEN DE YAOUNDÉ

EN visite de travail et d'amitié hier au Cameroun, le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a reçu du président Paul Biya, avec lequel il s'est entretenu en tête-à-tête au palais d'Etoundi l'assurance du soutien et de l'accompagnement de son pays dans le processus en cours au Gabon. La preuve qu'il n'y a pas de la friture sur la ligne entre Libreville et Yaoundé.

Page 2



POUR MOI QUOI...

Je n'aime pas, moi Makaya, tout ce tintamarre qu'on fait sur une affaire bien connue de tout le monde.

C'est le cas du démantèlement d'un "puissant réseau de recrutement" à la Fonction publique. Lequel aurait "embauché" plus de 5 000 Gabonais dans nos administrations publiques. Une affaire pour laquelle certains attendent bien d'avoir plus d'explications pour y croire.

Mais, il faut savoir si elle est fondée, si ce réseau était destiné à rendre service à la jeunesse déshéri-

tée. C'est à y regarder de très près. Mais, car il y a un "mais" dans cette affaire-là. Ce qui choque, c'est l'ampleur des dégâts causés par les mecs de nos services publics. Par contre on ne pipe mot sur l'équité des recrutements opérés. Concernent-ils les jeunes gabonais issus des différentes couches de notre société ? Ce n'est pas évident au regard des sommes faramineuses exigées aux candidats à ces "recrutements" parallèles. Car on ne voit pas comment le fils d'un compatriote vivant là-bas au village de cueillette, de pêche et de chasse peut casquer entre 1 500 000 ou 3 000 000 de nos dolé pour être parmi les heureux gagnants. Une fois encore ce sont les enfants

des nantis qui ont largement profité de la maffia. Ce qui est injuste. Alors, que fait-on de ces "faux-vrais" agents permanents de l'Etat qui, pour certains, ont été nommés dans la haute hiérarchie de l'administration générale ? À écouter Raymond 1er qui a exprimé son dégoût, il a appelé, comme d'habitude, la justice à traiter avec toute la rigueur nécessaire les auteurs de ce scandale. Et que dit-on des bénéficiaires ?

En tout cas, la justice est impartiale. On ne doit pas oublier dans cette affaire qui pue la discrimination les victimes collatérales que sont les enfants des pauvres. Ils méritent aussi réparation quoi.

...MAKAYA